

# Deux nuances de bleu : l'Europe et le Pacifique insulaire

## Des partenaires stratégiques à l'heure de l'Indo-Pacifique

Céline PAJON

### ► Points clés

- Géographiquement éloignés, l'Europe et l'Océanie partagent pourtant un attachement aux valeurs démocratiques et font face à des défis communs, notamment les rivalités de puissances et le changement climatique.
- Les richesses du Pacifique insulaire sont l'objet de convoitises, et parfois d'attitudes prédatrices, alors que ses États doivent relever d'importants défis pour s'assurer un développement durable.
- Le regain d'intérêt des Européens pour la région est récent, porté par des considérations géostratégiques, l'urgence environnementale, mais aussi la redécouverte d'opportunités économiques. États et institutions se sont dotés de nouveaux outils pour agir, notamment via le soutien aux investissements privés.
- Un engagement européen sérieux dans l'Océanie nécessite une montée en puissance pérenne des financements, mais aussi une meilleure compréhension des problématiques locales, une présence diplomatique plus étoffée et un dialogue politique soutenu.

## Introduction

La France et l'Union européenne (UE) ont publié ces dernières années leurs stratégies indopacifiques respectives<sup>1</sup>, et un Forum ministériel réunissant plus de 60 chefs des diplomaties des pays européens et des partenaires de la région s'est tenu le 22 février dernier à Paris. Il s'agit, pour la France et l'UE, de réinvestir cette zone stratégique, centre de gravité économique et politique, dont la stabilité est menacée par des risques transnationaux (changement climatique, épidémies, pression sur les ressources naturelles) et des tensions interétatiques exacerbées par la rivalité sino-américaine.

Or, la zone couvrant les 22 États et territoires membres de la Communauté du Pacifique<sup>2</sup> (CPS) fait l'objet d'une moindre attention, qui peut même être qualifiée d'angle mort dans ces discussions indopacifiques. Pourtant, s'ils ne réunissent que 13 millions d'habitants, ces États et territoires du Pacifique insulaire<sup>3</sup> disposent d'une zone économique exclusive (ZEE) de près de 40 millions de kilomètres carrés (km<sup>2</sup>) et sont stratégiquement situés aux portes de l'Asie orientale. Ces territoires et leurs richesses naturelles ont fait, et font toujours, l'objet de convoitises<sup>4</sup> et d'une compétition entre puissances parfois très violente. L'Océanie est aujourd'hui aux avant-postes de défis existentiels pour le monde : changement climatique, protection de la biodiversité et développement durable, mais aussi rivalités géostratégiques.

La distance géographique et la connaissance toujours limitée de cette région en Europe ne favorisent pas toujours l'intérêt politique, économique et médiatique. Pour cette raison, l'Ifri et la CPS ont décidé d'organiser un programme de recherche sur l'importance stratégique de la zone océanienne.

Ce *Briefing* s'appuie sur les échanges tenus lors de la conférence de lancement du programme, le 10 mars 2022<sup>5</sup> : les contributions des panélistes y seront particulièrement mises en valeur.

---

1. La France a annoncé son approche indopacifique en 2018, une stratégie a été publiée en 2021, actualisée en février 2022 : « La stratégie de la France dans l'Indo-Pacifique », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, février 2022, disponible sur : [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr). La stratégie européenne a été publiée en septembre 2021 : « The EU strategy for cooperation in the Indo-Pacific », Joint Communication to the European Parliament and the Council, 16 septembre 2021, disponible sur : [www.eeas.europa.eu](http://www.eeas.europa.eu).

2. La Communauté du Pacifique est une organisation régionale de coopération scientifique et technique pour le développement durable dans la zone. Ses membres insulaires sont les suivants : Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Pitcairn, Polynésie française, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Niue, Marshall, États fédérés de Micronésie, Wallis-et-Futuna, Nauru, Îles Salomon, Samoa américaines, Vanuatu, Samoa. Plus d'informations disponibles sur : [www.spc.int](http://www.spc.int).

3. Dans cette note, le terme Pacifique insulaire, désigne l'ensemble des territoires de la zone, à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Le terme Océanie est utilisé indifféremment pour désigner le même groupe d'États et de territoires.

4. Voir l'excellent ouvrage collectif : S. Al Wardi, J.-M. Regnault et J.-F. Sabouret, *L'Océanie convoitée. Histoire, géopolitique et sociétés*, Paris, CNRS Éditions, 2017.

5. « Les îles du Pacifique, composante stratégique de l'Indo-Pacifique pour les Européens », Conférence en ligne organisée par l'Ifri et la CPS, 10 mars 2022. Le programme et les vidéos sont disponibles sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org).

Ce rapport offre un état des lieux des problématiques régionales en Océanie et plaide en faveur d'un plus grand engagement des Européens dans la région. Ce rapprochement est motivé d'une part par la similitude des valeurs entre Européens et Océaniens et la similarité des défis qu'ils rencontrent, et, d'autre part, par un intérêt et des outils renouvelés qui font de l'Europe un partenaire privilégié pour soutenir le développement durable du Pacifique insulaire. Cet engagement n'ira pas sans soulever plusieurs défis. Ainsi, des recommandations à l'égard des décideurs européens sont formulées en conclusion.

## ***Valeurs et défis communs lient l'Europe et l'Océanie***

L'Europe et le Pacifique insulaire sont certes géographiquement éloignés. Pourtant, les liens d'interdépendance entre ces deux régions sont bien réels : on estime que la moitié du thon consommé en Europe vient de l'Océanie. L'UE est le 5<sup>e</sup> partenaire commercial des pays de la région. L'aire océanique est enfin riche en ressources énergétiques et minérales, notamment dans les fonds marins – ce qui n'est pas à négliger à l'heure où les Européens cherchent à diversifier leurs approvisionnements. La Nouvelle-Calédonie est par exemple le troisième producteur mondial de nickel.

L'UE et le Pacifique insulaire partagent également des valeurs communes. Si la guerre en Ukraine marque un tournant dans l'histoire de l'Europe, la lutte pour préserver les principes démocratiques, le multilatéralisme et un ordre international fondé sur des règles se joue aussi en Océanie. L'influence grandissante de la Chine dans la région fragilise en effet des systèmes démocratiques déjà sous pression. Le Pacifique insulaire a d'ailleurs montré son inquiétude et son attachement aux valeurs libérales et au principe d'inviolabilité du territoire en condamnant à l'unanimité l'agression russe.

L'Europe et l'Océanie se mobilisent par ailleurs dans les instances multilatérales pour la gouvernance des communs, notamment des océans, la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de la biodiversité. Les îles océaniques sont en effet particulièrement vulnérables aux impacts multiples du changement climatique (intensification et multiplication des catastrophes naturelles, montée des eaux, réchauffement et acidification des océans et ses implications pour la biodiversité et la sécurité alimentaire). S'organisant au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU), elles constituent un acteur de poids et se retrouvent bien souvent en ligne avec les positionnements européens sur le climat. Elles ont été les premières à ratifier l'Accord de Paris sur le climat en 2015.

Enfin, il faut rappeler que l'UE est présente dans la zone, *via* ses pays et territoires d'outre-mer (PTOM) – la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis et Futuna – sous souveraineté française et associés à l'Union. Ces outre-mer, qui permettent à la France de disposer du deuxième domaine maritime mondial, sont

dotés d'une politique de voisinage autonome. Stéphane Bijoux a rappelé qu'ils sont désormais reconnus comme un atout, en tant qu'avant-postes des valeurs européennes dans la région<sup>6</sup>.

## ***L'Océanie, au cœur d'enjeux stratégiques***

### Enjeux géopolitiques

Le Pacifique insulaire est composé de pays et territoires aux cultures et identités diverses et aux situations économiques contrastées. Dotés de larges ZEE et de richesses naturelles abondantes, ils ne disposent pas des moyens idoines pour les surveiller et les exploiter dans de bonnes conditions. Enfin, ces petites économies, isolées et très vulnérables au changement climatique sont dépendantes de l'aide internationale pour assurer leur développement. L'Océanie est ainsi redevenue le théâtre d'une rivalité de puissances, alors que les approches indopacifiques cherchent à contrebalancer les Nouvelles routes de la soie chinoises.

Si les États-Unis se sont désintéressés de la zone dans l'après-guerre froide, la Chine a, elle, été depuis vingt ans très active pour étendre son influence dans la région, avec des offres de financements et de coopération toujours plus alléchantes. Les objectifs de Pékin sont multiples : sécuriser son accès à des ressources halieutiques et minérales, mais aussi prendre le contrôle d'infrastructures critiques, dont des ports qui pourraient lui permettre d'imposer un déni d'accès aux forces américaines en cas de crise dans le détroit de Taïwan. Un enjeu majeur pour la Chine est d'ailleurs de faire basculer dans son camp les pays entretenant des relations diplomatiques avec Taipei. Aujourd'hui, Pékin met en place des coopérations sécuritaires, dernièrement aux îles Salomon, au fort potentiel déstabilisateur, a averti Cleo Paskal<sup>7</sup>.

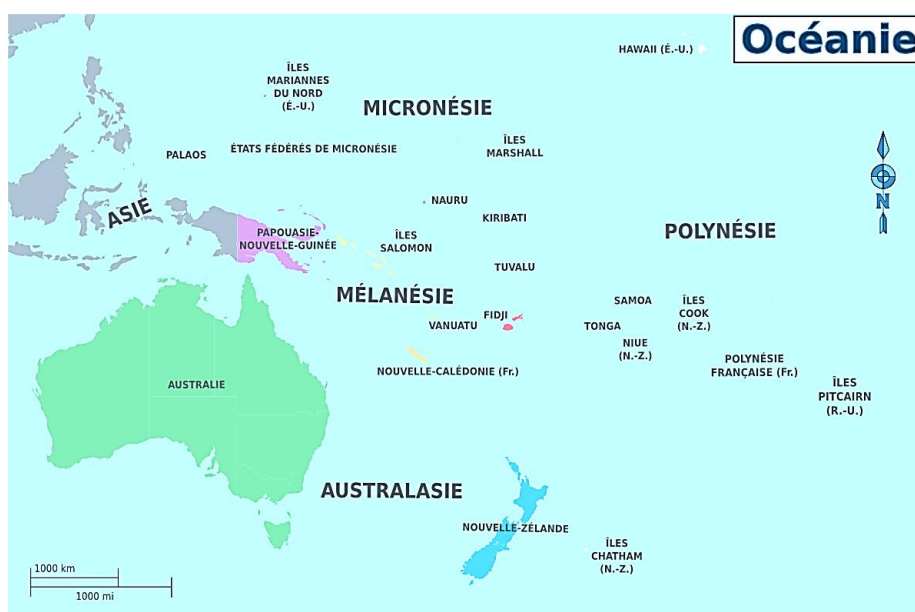
En réaction à l'expansion chinoise dans la région, les États-Unis, *via* leur stratégie « pour un Indo-Pacifique libre et ouvert » (2017) se sont réinvestis dans la zone, suivis par leurs partenaires : l'Australie annonce son « Pacific Step Up » en 2016, la Nouvelle-Zélande son « Pacific Reset » en 2018, le Royaume-Uni son « Pacific Uplift » en 2019 et le Japon a fait du Pacifique insulaire l'une des « pierres angulaires » de sa stratégie indopacifique depuis 2018. Il s'agit à chaque fois de proposer une alternative libérale à la Chine, en augmentant les crédits alloués au développement durable des pays océaniques, tout en favorisant les principes de transparence, soutenabilité de la dette, et le respect des normes et standards internationaux. Il s'agit aussi d'encourager les investissements privés, d'intensifier les échanges politiques et renforcer la présence diplomatique pour faire contrepoids à Pékin.

---

6. Stéphane Bijoux, député européen, intervention lors de la conférence Ifri-CPS, *op. cit.*

7. Cleo Paskal, chercheur senior, Foundation for Defense of Democracies, intervention lors de la conférence Ifri-CPS, *op. cit.*

Au sein de l'Océanie, la région de Micronésie fait l'objet d'enjeux géostratégiques particulièrement aigus. Trois de ses États (États fédérés de Micronésie (FSM), îles Marshall et Palau) sont associés aux États-Unis, et trois reconnaissent Taïwan (Nauru, Palau et îles Marshall). Géographiquement plus proches de la Chine, ils disposent d'une énorme ZEE et abritent des infrastructures critiques, comme des câbles sous-marins vitaux pour la région. La Micronésie mérite donc une attention particulière, notamment de la part des Européens qui en sont moins familiers.



Source : Wikimedia Commons.

### Un développement durable complexe à mettre en œuvre<sup>8</sup>

Les États océaniques rencontrent un certain nombre de contraintes importantes, liées aux distances, à la taille réduite de leurs marchés, et à la vulnérabilité climatique, qui compliquent leur développement.

L'Océanie abrite 40 % des massifs coralliens et 60 % des réserves de thon du monde. La protection et la gestion durable des ressources sont donc cruciales, alors que les États manquent souvent de moyens pour faire respecter la réglementation internationale. Il convient donc de renforcer les capacités de surveillance de ces pays, et, par ailleurs d'investir dans l'économie bleue et la filière pêche afin d'implanter localement des usines de transformation et conditionnement, selon Zarak Khan<sup>9</sup>.

Le Pacifique insulaire inclut 20 des pays les plus exposés aux conséquences directes du changement climatique (la montée du niveau de la mer remet en cause leur existence même) et a donc besoin d'un accès facilité aux financements pour les mesures

8. Voir par exemple l'excellent *Atlas de l'Océanie*, de F. Argounes, S. Mohamed-Gaillard et L. Vacher, Paris, Autrement, 2<sup>e</sup> édition 2021.

9. Zarak Khan, directeur, Programmes et initiatives, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique ; intervention lors de la conférence Ifri-CPS, *op. cit.*

d'atténuation et d'adaptation. Cameron Diver a précisé que la construction de sociétés plus écologiques doit impérativement intégrer des solutions respectueuses des cultures et pratiques traditionnelles locales<sup>10</sup>. La transition énergétique est aussi un défi alors que la région est dépendante du transport aérien et maritime. Le développement de la connectivité, notamment numérique, est essentiel pour relier ces milliers d'îles entre elles et améliorer les communications. Les systèmes de santé restent enfin encore très en deçà des besoins et ont contraint les îles océaniques à fermer leurs frontières pour se protéger de la pandémie de Covid-19, au détriment de leur économie. Les maladies non transmissibles comme le diabète sont par ailleurs responsables de 80 % des décès dans la région et représentent un défi structurel majeur.

### Attentes envers les Européens

L'UE et les États européens sont certes considérés comme des bailleurs de fonds et partenaires significatifs, mais la perception générale est qu'ils pourraient accroître leurs contributions et leur présence. Une augmentation pérenne de l'aide au développement est attendue, mais aussi la simplification de procédures administratives lourdes et complexes à gérer pour des États qui ne disposent pas toujours de ressources humaines suffisantes. Enfin, les investissements privés restent très modestes et devraient être encouragés par des subventions et partenariats publics-privés, mais aussi un appui pour améliorer l'environnement des affaires.

Par ailleurs, un renforcement de la présence diplomatique européenne sur zone est attendu pour permettre une montée en puissance de la relation. Le président des États fédérés de Micronésie, David W. Panuelo a par exemple appelé de ses vœux l'ouverture d'une mission diplomatique européenne dans le Pacifique Nord<sup>11</sup>.

## ***La montée en puissance de l'engagement européen***

### L'Indo-Pacifique, source du regain d'intérêt français et britannique

Le regain d'intérêt européen pour l'Océanie est relativement récent et accompagne la mise en place de stratégies indopacifiques.

La France a adopté sa stratégie en 2018, avec un volet Pacifique qui couvre notamment ses territoires dans la région. 4 000 soldats y sont postés pour surveiller et défendre ses intérêts de souveraineté. La France a aussi des intérêts de puissance et s'est positionnée sur la défense de la liberté de navigation, la sécurité environnementale et le développement durable, et la gouvernance de l'océan. Le mandat de l'Agence française de développement (AFD) en Océanie a ainsi été récemment élargi pour financer la protection de la biodiversité et l'adaptation (2018), ainsi que les mesures d'atténuation (2021) au réchauffement climatique. Sophie Rech a présenté l'initiative Kiwa, l'un des projets

---

10. Cameron Diver, directeur général adjoint, Communauté du Pacifique, intervention lors de la conférence Ifri-CPS, *op. cit.*

11. David W. Panuelo, président des États fédérés de Micronésie, intervention lors de la conférence Ifri-CPS, *op. cit.*



emblématiques de l'AFD : cofinancée par la France, l'UE, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie à hauteur de 41 millions euros, elle vise à renforcer la résilience des écosystèmes et des économies face au défi climatique et est mise en œuvre par la CPS<sup>12</sup>.

Sur les aspects de sûreté, la France se coordonne militairement au sein de l'accord FRANZ avec ses partenaires australiens et néozélandais pour fournir une assistance humanitaire et post-catastrophes naturelles aux pays de la région, comme récemment, aux Tonga. Avec les États-Unis, ce groupement se transforme en « Quad Pacifique » qui assiste les États océaniques dans la surveillance de leurs ZEE, au profit de l'agence de pêche du Forum des îles du Pacifique (FIP). Marine de Carné a enfin précisé que la France a récemment mis en place un réseau de garde-côtes dans la région<sup>13</sup>. Malgré cette montée en puissance, les États de la zone, et singulièrement les outre-mer français, ne se sont pas approprié le concept d'Indo-Pacifique porté par Paris.

Le Royaume Uni post-Brexit cherche à se réinvestir à l'international, notamment en renforçant sa présence dans l'Indo-Pacifique, y compris en Océanie. Londres a par exemple candidaté à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP) et rejoint, en septembre dernier, Washington et Canberra au sein du partenariat de sécurité AUKUS, qui vise à donner un avantage décisif à ces pays face à la Chine. Le Royaume-Uni a déjà une présence militaire modeste à Singapour et Brunei, et prend part au Five Power Defence Arrangements (FPDA)<sup>14</sup> et au groupe de partage de renseignement dit des « Five Eyes ». L'ambition britannique n'est rien moins que de devenir le pays d'Europe avec la présence la plus large et la plus intégrée dans l'Indo-Pacifique. Pour autant, Veerle Nouwens a admis que l'Océanie n'occupe pas une place centrale dans l'approche indopacifique britannique<sup>15</sup>. Le Royaume-Uni est certes présent à Pitcairn (50 habitants), cultive des liens avec 9 pays de la région faisant partie du Commonwealth et a rejoint en 2021 la Communauté du Pacifique, mais ni les États océaniques, ni le « Pacific Uplift » de 2019 ne sont mentionnés dans le document stratégique *Integrated Review* de 2021.

Une coordination entre les Britanniques et les Européens dans le Pacifique insulaire serait bénéfique dans un souci d'éviter la duplication des efforts, mieux travailler en synergie et valoriser les complémentarités.

### Des outils pour renouveler l'engagement de l'UE

L'UE est le sixième bailleur de fonds de la région, avec plus d'un tiers de ses contributions dirigé vers les institutions régionales (l'UE est le premier bailleur de la CPS). L'Union s'est engagée dans la consolidation et simplification de son offre financière, afin d'améliorer

---

12. Sophie Rech, Directrice adjointe, Département Trois Océans, AFD, intervention lors de la conférence Ifri-CPS, *op. cit.*

13. Marine de Carné, ambassadrice et secrétaire permanente de la France pour le Pacifique, intervention lors de la conférence Ifri-CPS, *op. cit.*

14. Accords de défense mis en place entre le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Malaisie et Singapour en 1971.

15. Veerle Nouwens, chercheuse senior, Royal United Services Institute (RUSI), intervention lors de la conférence Ifri-CPS, *op. cit.*

son efficacité, sa visibilité et sa flexibilité. Le fonds NDICI-Global Europe mis en place en juin 2021 consacre 80 milliards d'euros à l'aide au développement dont 600 millions pour l'Océanie (2021-2027). Cette facilité inclut notamment le Fonds de développement européen, désormais intégré au budget de l'Union, avec une enveloppe spécifique pour les PTOM. « Global Gateway », l'ambitieux programme européen de financement des infrastructures et le lancement prochain de partenariats numériques offrent un tremplin pour l'expansion de la coopération avec l'Océanie fondé sur la convergence d'intérêts. Les partenaires européens et océaniques ont par exemple mis en place fin 2021 le « EU-Pacific Green Blue Alliance<sup>16</sup> », fondé sur le *Green Deal* européen, le cadre de coopération EU-Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACP) post-Cotonou (2021-2027) et la stratégie « 2050 Blue Pacific ».

L'UE cherche aujourd'hui à se positionner non seulement comme un fournisseur d'aide au développement, mais aussi comme un investisseur. Le Fonds européen pour le développement durable (FEDD) qui offre prêts et garanties aux entreprises voit son champ d'application s'élargir vers l'Asie et le Pacifique, a expliqué Bart Missinne<sup>17</sup>. Un accord de partenariat économique (EPA) est par ailleurs toujours en projet pour les États du Pacifique. Certains pays appliquent déjà un accord provisoire.

Enfin, sur le plan sécuritaire, le programme CRIMARIO qui aide les pays côtiers à développer la connaissance de leur domaine maritime, déployé dès 2015 dans l'ouest de l'océan Indien, sera prochainement élargi à l'Océanie.

L'action de l'UE dans la région, bien réelle, pêche toutefois par son manque de visibilité et lisibilité (plus d'un tiers des fonds transitent *via* des organisations multilatérales), ainsi que d'un accès bureaucratique parfois trop complexe.

### Le rôle des entreprises

Les entreprises européennes, habituées à évoluer dans un environnement cadré par des normes respectueuses de l'environnement et des populations ont un rôle important à jouer : elles répondent aux attentes et besoins des populations océaniques pour un cadre juridique protecteur. Le renforcement des liens interrégionaux doit donc également s'effectuer *via* l'initiative privée, guidée par une recherche de profits maîtrisés, et la gestion raisonnée des ressources. La problématique des normes, valeurs et standards compte donc également dans le milieu des affaires, a précisé Eric Wiard<sup>18</sup>.

Les obstacles d'ordre réglementaire et douanier étant l'un des enjeux majeurs en Océanie, les acteurs de l'UE pourraient encourager les synergies et harmonisations des

---

16. « EU - Pacific launch Green-Blue Alliance in bid for climate neutrality », EU Delegation to Fiji, 12 novembre 2021. [www.eeas.europa.eu](http://www.eeas.europa.eu).

17. Bart Missinne, Unité Asie orientale et le Pacifique, Direction des partenariats internationaux, Commission européenne, intervention lors de la conférence Ifri-CPS, *op. cit.*

18. Eric Wiard, directeur général délégué, Banque Calédonienne d'Investissement (BCI), intervention lors de la conférence Ifri-CPS, *op. cit.*, 10 mars 2022.



différents systèmes afin d'obtenir un cadre commun plus efficace et faciliter les investissements privés. Enfin, les entreprises peuvent faire appel à la Banque calédonienne d'investissement (BCI), filiale de la BRED, seule banque européenne présente dans la zone.

## ***Défis de la coopération et recommandations***

### L'Indo-Pacifique, objet de malentendus

Si les stratégies indopacifiques ont le mérite de mobiliser les grandes démocraties pour réinvestir la zone, elles peuvent susciter l'indifférence, et parfois même le rejet de la part du Pacifique insulaire<sup>19</sup>. Les Océaniens n'ont en effet pas été associés à la réflexion et se considèrent pour le moment comme objets plutôt qu'acteurs de cette approche qui reflète des rivalités de puissances.

En outre, les États insulaires du Pacifique sont jaloux de leur indépendance et ne souhaitent pas s'inscrire dans une logique de bloc, dans le contexte de la rivalité sino-américaine : « Nous sommes les amis de tous et ennemis de personne<sup>20</sup>. » Cette posture implique la continuation de liens forts avec la Chine, avec lesquels les Européens devront composer. Il semble donc important pour les Européens et les Océaniens de s'accorder sur une vision et un narratif géopolitiques pour la zone.

### La communication interculturelle, enjeu majeur

Les Océaniens souhaitent fonder leurs partenariats sur les principes de dialogue et d'engagement avec le *Blue Pacific* adoptés par le FIP en 2019, a indiqué Cristelle Pratt<sup>21</sup>. Le *Blue Pacific* présente les États de la région non pas comme de « petits États » (en termes de superficie terrestre) mais de « grands États océaniques » et prône la solidarité entre ses membres, la paix, la prospérité et le développement durable, l'inclusivité et l'appropriation locale.

Si les États océaniques se retrouvent autour de l'identité *Blue Pacific*, ils ne forment pas moins une mosaïque culturelle aux spécificités locales très fortes, résultant de leur nature archipélagique et de leur histoire. Forger des relations solides avec les Océaniens requiert une bonne compréhension des systèmes sociétaux complexes et des habitudes culturelles et communicationnelles<sup>22</sup>. Le poids du passé colonial et des essais nucléaires subis dans l'après-guerre nourrit aussi des *a priori* plutôt négatifs envers les Occidentaux. Réinvestir l'Océanie nécessite pour les Européens d'en avoir conscience et de ne pas esquiver les discussions difficiles. *A contrario*, les Océaniens doivent savoir se montrer proactifs pour alimenter positivement les partenariats et la coopération.

---

19. Voir Steven Ratuva, « Blue Pacific and the Indo-Pacific », Visioconférence organisée par le CERI et GIGA, 4 avril 2022.

20. « We are friends to all, and enemies to none », S. E. David W. Panuelo, président des États fédérés de Micronésie, intervention lors de la conférence Ifri-CPS, *op. cit.*

21. Cristelle Pratt, sous-secrétaire générale, responsable du département de l'Environnement et de l'Action climatique, Secrétariat de l'OACP, intervention lors de la conférence Ifri-CPS, *op. cit.*

22. Cleo Paskal, chercheur senior, Foundation for Defense of Democracies, intervention lors de la conférence Ifri-CPS, *op. cit.*

### Recommandations pour les Européens

- Face à l'influence grandissante de la Chine, une **présence diplomatique européenne renforcée dans la région serait utile**, en particulier dans le Pacifique Nord. La Micronésie est un angle mort de la politique océanienne des Européens. Le président Panuelo a évoqué la **mise en place d'une mission diplomatique de l'UE dans le Pacifique Nord** et un soutien européen à la Pacific Resilience Facility (2019). Cleo Paskal a suggéré un soutien européen au Sommet présidentiel de Micronésie pour l'établissement d'un Conseil de sécurité. Marine de Carné a pour sa part évoqué la mise en place d'un **Forum EU-Océanie** pour soutenir la relation.
- Il convient de **favoriser l'intégration régionale des PTOM**. Ces derniers pourraient notamment être des postes avancés de la politique de développement européenne dans la zone grâce à leurs structures de recherche et d'ingénierie qui pourraient être mobilisés dans ce sens.
- Les Européens doivent par ailleurs s'efforcer **d'associer au maximum les îles du Pacifique à la formulation et la mise en œuvre de leur approche indopacifique**, notamment par un dialogue politique direct et intensif<sup>23</sup>.
- Des investissements pourraient à cet égard être consentis pour **renforcer l'expertise européenne** sur le Pacifique insulaire, et **encourager la mise en place de dialogues Track 2 ou Track 1.5 entre Européens et Océaniens** afin d'approfondir la compréhension et la confiance commune.
- Les Européens pourraient **mieux investir les organisations régionales océaniques** en les utilisant comme plateforme de mutualisation de contact et de coopération, et de facilitation des politiques d'engagement grâce à leur connaissance des contextes sociétaux locaux. Ils doivent aussi **rééquilibrer leur engagement dans la zone en développant les relations bilatérales**, dans l'ensemble de la région.
- Des efforts supplémentaires devraient être consentis à Bruxelles pour **améliorer la lisibilité et la visibilité des actions de l'UE dans le Pacifique**.

---

23. C. Lechervy, « Les collectivités françaises d'Océanie, actrices et atouts en Indo-Pacifique », *Revue Défense Nationale*, n° 844, novembre 2021.

- Pour pallier les moyens limités à consacrer à l'Océanie, il convient de renforcer les **complémentarités et la coordination entre les institutions de l'UE, les actions des États membres de l'UE et les entreprises européennes, via la Team Europe Initiative.**
- **Le secteur privé européen doit accroître sa présence dans l'Océanie**, qui dispose d'un potentiel encore peu exploité. Les institutions de l'UE doivent continuer à soutenir les investissements privés, qui sont un outil intéressant pour le développement durable et le respect des normes internationales en matière d'environnement et du droit du travail.
- Les obstacles d'ordre réglementaire et douanier sont l'un des enjeux majeurs dans l'Océanie : les acteurs de l'UE, qui ont l'expérience de la mise en place du marché commun, pourraient **encourager l'intégration régionale à travers une harmonisation des différents systèmes fiscaux et douaniers** afin que les entreprises opèrent dans un cadre commun plus efficace.
- **L'économie bleue (dont la filière pêche) et les télécommunications** doivent être considérées comme des secteurs prioritaires pour les investissements européens.
- **Certaines initiatives existantes pourraient enfin s'ouvrir à de nouveaux membres afin d'améliorer leur impact et renforcer la coopération avec des partenaires.** Le Quad Pacifique qui lutte contre la pêche illégale pour le compte du PIF pourrait s'associer à d'autres États comme le Royaume-Uni et le Japon. L'initiative multi-bailleurs Kiwa pourrait bénéficier du soutien d'autres bailleurs européens.
- Il faut revenir enfin au quotidien des Océaniens : **des réponses très concrètes** apportées à leur besoin en termes de développement, de sécurité humaine, de surveillance des ZEE, d'investissements **auront un impact géopolitique fort.**

\*\*\*

Les thématiques abordées lors de cette conférence de lancement seront discutées plus en détail lors de trois webinaires et publications à venir, qui aborderont en juin la thématique des océans, en septembre, le réchauffement climatique et en novembre, la sécurité alimentaire.

**Céline Pajon** est chercheure, spécialiste du Japon et de l'Indo-Pacifique au Centre Asie de l'Ifri. Responsable des activités Japon, elle pilote également le programme de recherche sur l'Océanie. Céline Pajon est par ailleurs chercheure au Japan Programme de la Vrije Universiteit Brussels (VUB) et chercheure associée au Canon Institute for Global Studies (CIGS) à Tokyo. Elle tweete sur @CelinePajon.

### Comment citer cette publication :

Céline Pajon, « Deux nuances de bleu : l'Europe et le Pacifique insulaire, des partenaires stratégiques à l'heure de l'Indo-Pacifique », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 21 avril 2022.

ISBN : 979-10-373-0528-2

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : montage réalisé par l'Ifri © Shutterstock.com

Ce *Briefing* a bénéficié du soutien de la Communauté du Pacifique (CPS) :







27 rue de la Procession  
75740 Paris cedex 15 – France

[Ifri.org](http://Ifri.org)

